

Les subsides

Je n'ai aucune hésitation à admettre cette chose-là parce que ce document est public. Tous les 282 députés l'ont reçu; enfin il y a deux sièges de vacants, je devrais dire que les 280 députés ont reçu effectivement ces critères, et que ce soit les députés de l'Alberta, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan, du Québec, de l'Ontario, je dis que tous les députés ont reçu le même document daté du 2 février 1984.

[Traduction]

M. Hawkes: Faut-il comprendre qu'il n'existait pas d'autres critères, que les critères donnés par écrit étaient les seuls sur lesquels on s'est fondé pour attribuer les crédits?

M. Dubois: Monsieur le Président, je le certifie. La réponse est affirmative. Il vaudrait peut-être mieux que je parle anglais. La réponse à cette question et à la précédente est affirmative.

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur le Président, on éprouve toujours du plaisir à participer à un débat sur une motion des députés néo-démocrates, ces grands planistes sociaux, ces centralisateurs, partisans d'une politique industrielle conçue pour assurer à tous la justice sociale et l'égalité économique! On dirait qu'ils ne se sont pas encore rendu compte que les 15 ans de problèmes que nous venons de connaître sont justement le fruit de cette sorte de politique. La motion qu'on a présentée veut mettre en lumière certaines injustices qui pourraient exister dans la façon avec laquelle on traite les revenus imposables des grandes sociétés et dans les concessions et les échappatoires qui leur confèrent, semble-t-il, une place de choix au sein de notre régime fiscal.

Voilà qui ne manque certes pas d'intérêt, mais s'il est peut-être exact qu'il y a surconcentration chez les grandes sociétés, c'est par réaction, à mon avis, à un gouvernement trop centralisateur qui cherche à accaparer tous les pouvoirs. Les sociétés sont devenues des instruments d'une politique nationale. Pour s'acquitter du rôle social qu'on leur a imposé, il faut qu'elles grossissent.

Il va de soi forcément que nos grandes sociétés sont d'autant plus vigoureuses et importantes que nous sommes un pays d'exportateurs, que nos ressources naturelles sont immenses et qu'il faut des grandes sociétés dans le secteur primaire pour fabriquer et expédier les produits que nous vendons partout dans le monde. Ce phénomène est lié à l'histoire et à la nature même de notre pays. Mais depuis quelques années, à cause des mesures centralisatrices du gouvernement actuel, nous avons vu naître un certain nombre de grosses sociétés qui n'ont plus rien de commun avec la libre entreprise. Ces sociétés n'avaient pas le choix. C'est le gouvernement qui en a fait les instruments de sa politique sociale.

Je tiens à m'expliquer lorsque je dis que nous avons imposé à nos sociétés et à nos entreprises un fardeau social peu ordinaire. Je vois que le député de Skeena (M. Fulton) est parmi nous. Il n'a certes pas oublié une affaire qui s'est passée dans sa propre circonscription alors qu'après avoir consacré 15 ans à dresser les plans de l'exploitation d'une mine, et une fois qu'on eut disposé de tous les capitaux nécessaires pour lancer le projet, 35 p. 100 de l'argent débloqué ne concernaient absolument en rien la mine elle-même, mais étaient destinés à construire un village, une piscine, une école et toutes les installations à vocation sociale que comporte un village. Le gouvernement avait imposé cette responsabilité à la compagnie concernée. Et le plus malheureux, c'est que la compagnie en question ou

toute autre entreprise en coparticipation qui aurait été intéressée par le projet, se heurtait à toutes sortes d'embûches qui l'empêchaient de trouver les capitaux nécessaires. A cause de l'AEIE et d'autres mesures économiques nationalistes comme celles qu'affectionnent les néo-démocrates, les compagnies ont beaucoup de mal à réunir les capitaux nécessaires pour donner suite à un projet, étant donné qu'il faut 15 ou 20 ans ou même plus pour qu'il aboutisse. Et tout cela encore à cause d'une surréglementation mal coordonnée, non pas uniquement entre les différents ministères fédéraux, mais aussi de la part d'autres intéressés comme les gouvernements provinciaux, les municipalités et ainsi de suite.

Le Canada n'est plus un endroit très hospitalier pour ceux qui ont des projets d'investissement. C'est ce qui explique pourquoi nos mines ne fonctionnent qu'à 50 p. 100 de leur capacité, 60 p. 100 dans le cas de notre industrie forestière, notre poule aux œufs d'or. C'est pour cette raison aussi qu'en tentant de résister aux nouveaux concurrents qui ont surgi sur les marchés internationaux, nous avons vu notre économie de marché se modifier radicalement au cours des 50 dernières années. Nous ne vivons plus dans une économie de libre marché. Le gouvernement s'empare des sociétés qui ne sont pas encore nationalisées pour en faire des instruments de sa politique sociale. Lorsqu'une mine ferme ses portes au Yukon, par exemple, et qu'elle doit licencier ses employés, on peut fort bien lui accorder une subvention de 30 millions de dollars pour qu'elle reste en activité. Nous nous fichons pas mal de savoir ou de penser que cela risque de perturber l'économie de marché. Voilà une société qui dispose maintenant de 30 millions pour produire son produit: 30 millions sans intérêts, et même sans obligation de rembourser. Cela entraîne naturellement des perturbations au niveau des bilans. Cela crée des problèmes au plan des décisions d'investissement que les autres sociétés ou investisseurs ont à prendre.

● (1620)

Comment en sommes-nous arrivés là? Qu'est-ce qui nous a amenés à cette situation grave, car elle l'est? Je sais gré au Nouveau parti démocratique d'avoir signalé à la Chambre que dans la présente conjoncture de chômage massif, les entreprises et les sociétés n'ont pas les moyens de relever le défi en élargissant leur capacité de production. Nous ne sommes plus compétitifs. Nos entreprises pâtissent maintenant d'être devenues des partenaires dans une économie à planification centrale, d'avoir permis à l'État de s'interposer entre les forces du marché et elles-mêmes, d'avoir éliminé le risque. Nous en payons maintenant les conséquences.

Tout cela grâce à une obsession de notre premier ministre (M. Trudeau). Nous nous sommes donné des airs de partenaires, de grands intervenants sur la place industrielle du monde occidental, des pays de l'OCDE. Mais nous ne comprenons pas que nous ne sommes pas comme les autres pays industrialisés du monde occidental. Nous ne sommes pas comme le Japon, l'Allemagne, la France ou la Grande-Bretagne. Notre force industrielle repose sur nos grandes industries primaires: l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'exploitation minière. Voilà les ressources qui manquent à nos partenaires industriels du monde occidental. C'est chez nous qu'ils doivent se les procurer. Sur ce plan, nous traitons d'égal à égal avec eux. Je voudrais m'attarder là-dessus un instant.